

Voici le dixième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux militant-e-s, aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire à volonté, le glisser dans leurs propres journaux, bulletins, etc., en reprenant des articles...

Pays basque : grève générale le 21 mai

Face à la grave crise que nous traversons et dont les principales victimes sont, une fois de plus, les travailleurs et travailleuses, les syndicats ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS, EHNE (syndicat agricole), HIRU (syndicat de transport) ont décidé d'appeler ensemble à une grève générale le 21 mai.

Les syndicats d'Euskadi mettent en avant la nécessité de lutter contre la destruction de l'emploi, le chantage du patronat qui tire parti de la situation pour remettre en question les droits acquis dans les Conventions collectives et précariser les conditions de travail et de vie. Il s'agit aussi de répondre aux politiques néolibérales appliquées par les administrations publiques, telles que les remises fiscales dont bénéficient les revenus les plus élevés, la réduction de la dépense sociale ou la dérégulation du marché du travail qui ont fait que les besoins essentiels de milliers de citoyen-ne-s et de familles ne soient pas couverts, l'aggravation de la pauvreté et d'un marché professionnel fortement précarisé. Les mesures « anti-crise » des gouvernements s'épuisent dans des transferts de fonds publics croissants alloués aux banques, au détriment d'une réponse nécessaire aux besoins sociaux qui s'aggravent à cause de la crise et des politiques d'emploi.



www.labsindikatua.org www.esk-sindikatu.org www.ela-sindikatu.org www.stee-eilas.org

Solidaire avec l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs du Maroc

L'Union syndicale Solidaires sera présente à Kénitra (Maroc) le 16 mai...

La coordination syndicale euromaghrébine a lancé un appel international pour une journée de lutte, le 16 mai, contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale, en soutien et solidarité avec l'Association Nationale des Diplômés/ées Chômeurs/ses du Maroc.

Le 16 mai 1993, Moustafa El Hamzaoui, militant de l'ANDCM de Khenifra, a été kidnappé, torturé et assassiné dans le commissariat de police de Khenifra. Depuis lors, l'ANDCM a fait de cette date une journée qui maintient vivante la flamme de la lutte pour laquelle Mustafa El Hamzaoui a livré sa vie. L'ANDCM, bien que n'étant pas légalisée et malgré la répression continue contre ses militant-e-s, continue à maintenir sa lutte pour le droit au travail et à s'organiser librement et pour une transformation démocratique réelle de la société marocaine



En ce moment où le chômage et la précarité ne cessent d'augmenter, où les politiques fiscales ne bénéficient qu'au capital, où les privatisations des entreprises rentables et des services publics se multiplient, où, en résumé, on privatise les bénéfices et on socialise les pertes, il est plus nécessaire que jamais de globaliser la résistance, promouvoir des alternatives à la crise du capital.

C'est pourquoi nous appelons toutes les organisations impliquées dans la lutte contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale à participer **16 mai à Khenifra avec l'ANDCM à la journée de lutte en mémoire de Moustafa le Hamzaoui, ainsi qu'à effectuer des actions et des sit-in devant les ambassades et les consulats marocains, exigeant la reconnaissance légale de l'ANDCM et le châtement des coupables de l'assassinat de Mustafa le Hamzaoui.**

Maroc : solidarité avec les réprimés de Sidi Ifni

Le tribunal de grande instance d'Agadir a rendu son verdict, à l'encontre des jeunes militants associatifs de Sidi Ifni, poursuivis suite à l'opération expéditive exécutée par les forces répressives contre la population locale en juin 2008.

Ont été condamnés à :

- ▶ un an et demi de prison ferme : Mohamed Issam et Zine El Abidine Radi ;
- ▶ un an de prison ferme : Hassan Agharbi, Zakaria Rifi et Hassan Tazakaghine ;
- ▶ dix mois de prison ferme : Karim Charra ;
- ▶ huit mois de prison ferme et deux mois avec sursis : Brahim Bara ;
- ▶ huit mois de prison ferme : Mohamed Wahdani, Ahmed Boufim et Abdelmalek Elidrissi ;
- ▶ une amende de 1500 Dirhams : Khadija Ziane ;
- ▶ un an avec sursis : Abdelkader Adbib, Mounir Zakaria, Fayçal Mkhilik, Abdelatif Mkizra ; Khalil Ezine et Bouchaïb El Ghiti.

Comme aux précédentes audiences, la population de Sidi Ifni a marqué sa solidarité avec une grève et des manifestations des élèves de la ville. A l'appel de l'association ATTAC, des militants ont fait le déplacement, se sont rassemblés et ont manifesté devant le Tribunal d'Agadir. En plus des dizaines d'avocats dépêchés pour assurer la défense, il y a eu la présence d'autres observateurs étrangers, notamment des représentants des associations ATTAC, AIJD, ATMF, ASDHOM... De nombreuses personnes ont été empêchées d'entrer dans l'enceinte du Tribunal, sous prétexte de l'exiguïté de la salle. Le Président de l'ATMF a été expulsé de la salle d'audience.

Le moral des prévenus était bon. Leur arrivée a été saluée par des slogans et des signes d'encouragements. Les avocats de la défense se sont relayés, durant cette audience marathon (qui a duré plus de 17 heures), pour démontrer l'inexactitude des accusations contenues dans les PV de police, le non respect des principes régissant les détentions arbitraires, les perquisitions illégales... Ces poursuites qui se font en violation des grands principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, qui garantissent à tout un chacun le droit à s'exprimer librement, à manifester... **Un procès qui évite de traiter de la répression aveugle dont a été victime la population de Sidi Ifni...**

En raison des 10 mois, déjà passés en détention, la plupart des condamnés devraient se retrouver en liberté, dans quelques jours, à l'exception de ceux qui ont été condamnés à des peines supérieures. Le Collectif International de Solidarité avec Sidi Ifni-Aït Baamrane, qui craignait, au vu des accusations initiales, de plus lourdes condamnations, réaffirme sa solidarité avec les condamnés et reste mobilisé jusqu'à la libération du dernier détenu.

www.maroc.attac.org www.atmf.org

CGT d'Espagne : paralysons la folie capitaliste ! Vers la grève générale...

Durant des années ils ont privatisé les bénéfiques et maintenant ils prétendent que nous devons payer leurs pertes... Depuis plusieurs décennies, ils ont imaginé les politiques nous conduisant à la catastrophe, tout en tirant leur profit jusqu'à des limites insoupçonnées sur le dos de nos souffrances et de nos besoins. Ils se présentent aujourd'hui devant la classe des travailleurs pour exiger de toutes et de tous que nous les sortions de leur mauvaise passe, tout en nous laissant nous étrangler davantage par leurs crédits malhonnêtes. **Durant des années ils ont privatisé les bénéfiques et maintenant ils prétendent que nous devons payer leurs pertes...**

La CGT n'est pas disposée et n'acceptera pas que les possédants, les chefs d'entreprises, les banquiers et les exécutifs des grandes entreprises de l'État espagnol nous jettent à la figure leurs scandaleux résultats, bilans et rétributions, et que durant ce temps les travailleuses et les travailleurs restent les bras croisés à cause des licenciements, des ajustements légaux de l'emploi dans l'entreprise en crise, du non renouvellement des contrats temporaires qui sont souvent d'authentiques fraudes à la législation.



Face aux exigences des tenants des puissants et des possédants, l'attitude du gouvernement et des syndicats majoritaires est honteuse et complice. Le gouvernement de Zapatero (socialiste) dépense plusieurs milliers de millions d'euros d'argent public pour financer des entreprises, des spéculateurs et des requins de la finance. Il légifère à coup de décrets pour que ce soient les travailleurs avec leur chômage qui financent leur propre réembauche auprès des entreprises.

Les syndicats majoritaires sont les garants des licenciements collectifs par la signature indistincte des accords. Ils lancent des grèves et des mobilisations limitées au service des patrons et du gouvernement faisant obstacle, de cette façon, à une véritable réponse sociale qui paralyse une bonne fois pour toute cette folie qu'est le capitalisme.

Pour un 1er mai combatif et revendicatif : assez de grèves muselées et de licenciements sauvages !

C'est aux possédants de payer la crise !

Pour un véritable changement social ! Tout pour tous ! Vers la grève générale !

www.cgt.org.es

Palestine : pétition pour imposer le respect du droit international

Citoyens de toutes les origines sociales et culturelles, nous sommes choqués de l'offensive militaire israélienne extrêmement violente qui s'est abattue sur la population palestinienne dans la bande de Gaza. Elle est la suite de violations répétées du droit international par l'Etat d'Israël, qui continue de jouir d'une totale impunité. La colonisation et la construction du Mur se poursuivent en Cisjordanie, notamment à Jérusalem, remettant en cause la possibilité de l'établissement d'un Etat palestinien viable et souverain, condition nécessaire d'une paix juste. 11 000 palestiniens sont emprisonnés dont 43 députés élus démocratiquement. La bande de Gaza reste étranglée par le blocus. Tout cela doit cesser.

Pour l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, la France a le pouvoir d'agir par elle-même et, en tant que membre de l'Union Européenne et des Nations Unies, elle peut imposer à Israël, par les sanctions nécessaires, le respect des résolutions des Nations Unies. Nous demandons au gouvernement français d'œuvrer pour :

- la suspension de l'accord d'association Union Européenne / Israël, et a fortiori le gel des négociations pour le rehaussement des relations UE / Israël,
- la levée inconditionnelle et immédiate du blocus imposé à la bande de Gaza,
- l'arrêt de la coopération militaire et civile de la France avec Israël, tant que ce dernier ne se conformera pas au respect du droit international,

Au nom du droit humain, et en souvenir de ceux qui sont morts pour la seule raison qu'ils étaient des Palestiniens, nous soutenons la demande (depuis le dépôt de la plainte, le 22 janvier 2009,) qu'une enquête soit ouverte à la Cour Pénale Internationale (CPI), pour défendre la mémoire des victimes et le droit.

Organisations signataires : Alliance pour la Liberté et la Dignité-AFD France, Américains contre la guerre (AAW), Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF), Association France Palestine Solidarité (Afps), Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF), Cedetim, Collectif des Musulmans de France (CMF), Collectif Paix Palestine Israël Saint-Denis (CPPI), Collectif Montreuil Solidarité Palestine, Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR), Femmes en Noir, Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR), Génération Palestine, La Courneuve-Palestine, La Gauche unitaire, Le Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Paix (Strasbourg), Les Alternatifs, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la paix, Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale (MQJS), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Organisation de Femmes Egalité, Parti Communiste Français (PCF), Parti Communiste Des Ouvriers De France (PCOF), Solidarité Palestine 18°, Une Autre Voix Juive, Union des travailleurs immigrés tunisien (U T I T), Union Générale des Etudiants Palestiniens (Gups), Union Juive Française pour la Paix (UJFP), Union syndicale Solidaires

www.france-palestine.org www.ujfp.org www.protection-palestine.org www.generation-palestine.org

Tunisie : libérez les prisonniers politiques du Bassin minier !

Prolongeant la solidarité déjà marquée par la présence de délégations internationales lors des procès (Solidaires était présent), les réunions publiques pour faire connaître la situation (que Solidaires a co-organisées), un appel international est lancé :



A la suite du jugement très sévère prononcé à l'encontre d'un groupe de syndicalistes et de jeunes en chômage, revendiquant pacifiquement leur droit à l'emploi, au développement régional et à un environnement sain dans la région du bassin minier de Gafsa au sud de la Tunisie, et en réaction aux abus graves et aux exactions des autorités dont sont victimes les accusés (avocats et observateurs nationaux et internationaux en sont témoins) :

Nous appelons les autorités tunisiennes à libérer tous les prisonniers et l'arrêt des poursuites contre Mouhieddine Cherbib (Président de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives) et Elfahem Boukadouss (Journaliste au canal TV « El Hiwar Ettounsi ») condamnés par contumace.

Les condamnés à la prison ferme, en appel le 4 Février 2009 : Adnane Hajji . Béchir Labidi. (8 ans) - Tarek H'limi, Taieb Ben Othman, Adel Jayar (6 ans) - Rachid Abdaoui (4 ans) - Abid Khléf, Modhaffar Labidi (3 ans) - Fayçal Ben Amor, Haroun Halimi, Ghanem Chraïti, Ridha Azzeddini, Abdessalem Hlaili, Sami Amaid, Boubaker B. Boubaker, Hafnaoui B. Othman, Mahmoud Raddadi, Hédi Bouslahi (2 ans)

Nous appelons les forces politiques, syndicales, associatives, les organisations de droits humains et toutes les forces vives dans le monde à redoubler d'efforts et accentuer la pression pour la libération de tous les prisonniers, l'arrêt des poursuites contre tous ceux et celles qui ont été jugés dans cette affaire, leur réintégration dans leur travail et la levée du blocus qu'imposent les autorités tunisiennes sur la région du bassin minier de Gafsa.

www.ftcr.eu

Afriques 21 : une revue à soutenir et faire connaître...

Après plus d'un an d'absence, Afrique XX1, renommé Afriques 21, ressort avec une nouvelle maquette et une équipe renouvelée. Il nous est apparu indispensable de disposer de cette revue, outil d'échanges et d'informations, carrefour pour mutualiser les expériences alternatives et relayer les luttes sociales africaines. Avec le Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde (CADTM), la CNT 91, le blog « Afriques en lutte », l'Union syndicale Solidaires participe à cette revue, dont voici la présentation du numéro 1 :



Demandez-nous le numéro 1
et abonnez-vous !!

Au pillage des ressources naturelles et à l'exploitation des peuples africains (comme en République démocratique du Congo) est venu s'ajouter une crise économique et financière à l'échelle mondiale. Alors que l'épicentre de la crise est au Nord, les populations du Sud sont les plus touchées, celles de la zone CFA notamment.

Dans les townships d'Afrique du Sud, le racisme s'affirme comme un mode de gestion du capitalisme comme pendant la période coloniale française.

Pourtant au Nord comme au Sud, des Africains s'organisent et luttent pour changer la donne, comme à Gafsa en Tunisie, à Sidi Ifni au Maroc, sur les campus du Burkina.

En France, c'est le mouvement des travailleurs sans-papiers qui suscite un immense espoir face à la politique ultra-répressive de Sarkozy. Ce sont des milliers de travailleurs sans-papiers de la région parisienne qui se sont mis en grève, avec le soutien de militants syndicaux (CGT, Solidaires, CNT) et associatifs.

Mais la lutte se mène aussi sur le terrain judiciaire avec les suites de l'implication française dans le génocide rwandais, au Burkina Faso avec la lutte contre l'impunité et en Côte d'Ivoire contre les multinationales qui utilisent l'Afrique comme une poubelle.

www.afriques21.org

Commission internationale de l'Union syndicale Solidaires

La commission s'est réunie le 3 avril, et a abordé de nombreux sujets : **Afriques 21**, le **Forum Social Mondial**, les **femmes sahraouies en lutte**, le témoignage d'une **militante de Rawa** venue d'Afghanistan, nos liens avec le **Centre de Recherche et d'Information pour le Développement**, ...

La revue internationale n°5, avec son dossier sur la Palestine, sortira début juin ; passez vos commandes ! Toujours à propos de la Palestine, nous organisons la solidarité financière avec des syndicalistes de Gaza, et prenons contact avec la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien en vue d'organiser des missions communes au dernier trimestre.

Dans le cadre de notre lutte contre la crise du système capitaliste, Solidaires participe à diverses initiatives : réunion unitaire internationale à Francfort les 18 et 19 avril, délégations auprès de groupes du Parlement Européen le 5 mai, ...

Nous serons présents à Kénitra le 16 mai (voir l'article plus haut), et préparons la **rencontre du réseau syndical euro-maghrébin**, qui se tiendra les 20 et 21 juin en France. En parallèle, nous renforçons notre présence au sein du **comité de soutien aux luttes du Maghreb**.

La prochaine réunion de la commission internationale de notre Union syndicale Solidaires aura lieu le 12 juin.

www.solidaires.org www.pagesperso-orange.fr/orta/solidint

Irak : soutien aux syndicalistes en lutte !

Fin mars près de Rome, une réunion a rassemblé une cinquantaine de militants associatifs et syndicalistes d'Irak, et des soutiens de plusieurs pays européens dont une délégation de Solidaires. Ont été notamment débattus le problème des **libertés syndicales, des privatisations et des droits des femmes**. Nous étudions avec la Marche mondiale des femmes et les réseaux liés au CEDETIM comment apporter un soutien, notamment aux syndicats du pétrole confrontés à la mainmise des compagnies étrangères. Un compte-rendu de ces rencontres sera prochainement disponible.